

Agriculture : 50 ans d'épreuves

2012-08-28 09:46:00



près de 8 000 exploitations ont disparu entre 1960 et 2010. La surface des fermes restantes a fortement augmenté. Les professionnels ont été forcés de s'adapter (Photo: archives lq/Martine May)

En 50ans, l'agriculture luxembourgeoise a connu une évolution impressionnante, que les professionnels observent d'un œil critique. Ils revendiquent désormais un plan sectoriel agricole.

Entre 1960 et 2010, l'agriculture luxembourgeoise a connu une évolution importante, globalement orientée vers la baisse. C'est ce qui ressort d'une analyse que le Statec a publiée hier. Le nombre d'exploitations

est en recul, alors que leur taille augmente. Les professionnels du secteur suivent de près ces mutations structurelles. Et tentent d'éviter le pire.

De notre journaliste

Christiane Kleer

Produire des aliments, ce n'est pas comme fabriquer des puces pour téléphones portables», lance Camille Schroeder, le président de la Bauerenallianz (Alliance des paysans). Autrement dit : un agriculteur, ce n'est pas un robot. Même si le progrès technique a largement transformé le monde agricole : la récente publication du Statec, qui retrace l'évolution des exploitations agricoles au Luxembourg depuis les années 1960, montre à quel point le métier d'agriculteur a changé. En effet, de fortes mutations structurelles, apparues dans le sillage de la naissance du marché européen, ont forcé l'agriculteur luxembourgeois à abandonner ses anciennes habitudes.

«L'agriculteur est devenu manager»

En 50 ans, le poids de l'agriculture dans l'économie luxembourgeoise s'est effondré, passant de 7,4 % de la valeur ajoutée brute dégagée par le pays en 1960 à 0,3 % en 2010, notamment face à l'explosion du secteur tertiaire. Parallèlement à cette baisse du poids économique de l'agriculture, le nombre d'exploitations a fortement baissé. 8 000 exploitations ont ainsi disparu entre 1960 et 2010, année au cours de laquelle le Statec n'en a recensé que 2 201 au Grand-Duché.

Dans le même temps, la taille des exploitations a augmenté. La surface moyenne d'une exploitation est aujourd'hui de 104 hectares, contre 64 en 1960. En effet, si un certain nombre de surfaces agricoles ont été coupées en deux par une route ou la construction de logements, d'autres ont été réparties à la suite d'une cessation définitive d'activité. «L'agriculteur d'aujourd'hui n'est plus le bonhomme avec la fourche à fumier. Il est devenu manager, comptable et expert en hygiène. Malgré tout, le facteur humain reste très présent dans le secteur», commente Camille Schroeder. Toutefois, les nouveaux défis de l'agriculture ont un impact sur la relève. Devant des jeunes qui hésitent, de plus en plus d'exploitations disparaissent, un certain nombre d'emplois aussi. La répartition des terres qui s'en est suivie n'a pas que des aspects positifs : face à des prix de terrain exorbitants, de plus en plus de paysans sont devenus locataires de leurs terres. C'est aussi la fin d'une tradition.

Vers un plan sectoriel agricole

«Les ventes sont devenues rares dans notre secteur. Les locations ne sont certes pas données non plus, mais elles sont beaucoup plus abordables, même à long terme», note le président de la Bauerenallianz. Le Statec avance en effet qu'en 2010, seulement 40 % des agriculteurs étaient propriétaires de leurs terres.

Face à cette évolution, les agriculteurs s'efforcent de rester réalistes, mais pas inactifs. «Nous ne pouvons pas arrêter le changement structurel, mais nous sommes déterminés à le freiner», note Camille Schroeder.

Enfin, au cours des derniers mois, un autre facteur est apparu à l'horizon : la nouvelle politique agricole commune de l'Union européenne, qui est actuellement en cours d'élaboration. Elle prévoit notamment de convertir 7 % de la surface agricole utilisée en réservoirs de biodiversité. Dans un but de protéger au mieux les surfaces agricoles encore disponibles, les agriculteurs luxembourgeois plaident désormais pour l'établissement d'un plan sectoriel agricole, à l'instar des autres plans qui sont désormais élaborés au niveau national. Des discussions ont déjà eu lieu, sans résultat concret. Mais Camille Schroeder est confiant : «Monsieur Schank (NDLR : Marco Schank, le ministre délégué au Développement durable) soutient notre revendication», dit-il.